Revue Internationale DAMBE

Valorisation des Savoirs Endogènes et Promotion de la Recherche Scientifique

ISSN : 1987-1996

Volume 1_Numéro 1

Décembre 2024

Mutation Socio-économique, culturelle et environnementale en Afrique : Défis et enjeux.

Revue semestrielle multidimensionnelle du CERFDES

https://cerfdesconsulting.com/revue

Revue Internationale DAMBE

Valorisation des savoirs endogènes et promotion de la recherche scientifique.

PRESENTATION

La revue Internationale « Dambé » qui est un mot bambara signifiant la dignité, est une revue qui vise à promouvoir la recherche scientifique en mettant en valeur les savoirs endogènes en Afrique et ailleurs. C'est une revue semestrielle adossée au Centre d'études, de Recherche et de Formation sur les Dynamiques Économiques, Environnementales et Sociales (CERFDES). À l'exception des numéros spéciaux dont la publication est conjoncturelle, la revue publie deux numéros par an (Juin et Décembre).

Ayant un intérêt particulier pour les sciences sociales, elle reçoit des contributions de doctrine livrant des réflexions sur toutes les questions ou problématiques actuelles dans des domaines tels que, la géographie, l'économie, le droit, la santé et tout autre sujet concernant les sciences sociales, humaines et environnementales.

Les articles soumis à la revue Dambé sont évalués de façon rigoureuse par un comité scientifique et de lecture composés de chercheurs et d'enseignants-chercheurs de diverses nationalités et de spécialités variées. Tous les articles publiés restent accessibles librement par les auteurs ainsi que par les lecteurs sur le site de la revue, à l'exception des numéros spéciaux dont la publication est conjoncturelle, la revue publie deux numéros par an.

COMITE EDITORIAL

Président du Comité Scientifique

Pr Balla DIARRA, Professeur titulaire en Géographie, École Nationale d'Administration

Coordinateur Scientifique

Dr Issa DIALLO, Maître de conférences en sociologie de la santé, INFTS

Rédacteur en Chef

Dr Idrissa DEMBELE, Maître assistant en droit, USJPB

Rédacteur en Chef Adjoint

Dr Adama Koné, Géographe, CERFDES

Coordonnateur des Rubriques Sciences de la Santé

Dr Abdoul Salam DIARRA, Maître assistant en Santé Publique, CNRST, Bamako, Mali

Directeur de publication

Dr Malick TIMBINE, Maître assistant en Géographie, environnement et santé, ISH

COMITE SCIENTIFIQUE

Pr Balla DIARRA, Géographie, Ecole Nationale d'Administration, Mali

Pr Flatie OUATTARA, philosophie, Université Joseph K. Zerbo, Burkina Faso

Pr Seydou MARIKO, Géographie, Ensup de Bamako, Mali

Pr Cheich Hamala TOURE, Professeur titulaire, Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako (USJPB), Mali

Pr Brema Ely DICKO, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Pr Aboubacar Sidiki COULIBALY, littérature anglaise, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Pr Belco OUOLOGUEM, Philosophie, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Bazoumana DIARRASSOUBA, Géographie, Maître de conférences, CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

Dr Nouhoum TANDINA, Maitre de Conférences CAMES, USJPB

Dr Amadou TRAORE, Maître de conférences CAMES en sociologie, Université de Ségou.

Dr Fodié TANDJIGORA, Sociologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Ibrahima TRAORE, Sciences de l'Education, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Boureima TOURE, Anthropologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Seydou LOUA, Sciences de l'Education, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Abdoulaye GUINDO, Anthropologie médicale, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Kawélé TOGOLA, Anthropologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Almamy SYLLA, Anthropologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Arouna DEMBELE, Géographie, Maître de conférences, USSGB Mali

Dr Amadou BAMBA, Maître de conférences en Économie, USSGB, Mali

Dr Baba COULIBALY, Géographie Maître de Conférences à l'ISH. Mali

Dr Aimé Assué YAO, Géographie, Maître de conférences CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte D'ivoire.

Dr Tuo PEGA, Géographie de la santé, Maître de conférences CAMES, Université Félix Houphouët Boigny.

Dr Papa Fara DIALLO, Maitre de conférences en sciences politiques, Université Gaston Berger de saint Louis, Sénégal

Dr Boubacar dit Dédé TRAORE, Archéologie, Maître de conférences à l'ISH.

Dr N'Gna TRAORE, anthropologie, Maître de conférences à l'ISH.

Dr Issa DIALLO, Maitre de conférences en sociologie de la santé, INFTS.

Dr Souleymane KEITA, Maître de conférences, philosophe, USLHB.

Dr Moctar SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de conférences, sciences de l'éducation, USLHB.

Dr Mory DIALLO, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Allaye NIANGALY, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Abdoul SOGODOGO, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Oumar Toumaly DIALLO, Maitre de conférences, USJPB

Dr Samba SOGOBA, Maître de Conférences, USJPB

Dr Yamadou CAMARA, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Ahmed SAMAKE, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Mariam SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Fousseyni DOUMBIA, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Sounko SISSOKO, Maitre de Conférences, Université de Ségou

Dr Lamine SANDY, Sociologie, Maitre de recherche, INFTS, Mali

COMITE DE LECTURE

Dr Bazoumana DIARRASSOUBA, Géographie, Maître de conférences, CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

Dr Arouna DEMBELE, Géographie, Maître de conférences, USSGB Mali

Dr Issa DIALLO, Maître de conférences des Universités du CAMES en sociologie de la santé, INFTS

Dr Souleymane KEITA, Maître de conférences, philosophe, USLHB.

Dr Moctar SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de conférences, sciences de l'éducation, USLHB

Dr Tuo PEGA, Géographie de la santé, Maître de conférences CAMES, Université Félix Houphouët Boigny.

Dr Ibrahima TRAORE, Sciences de l'Éducation, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Mory DIALLO, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Mariam SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Yacouba TENGUERI, Maître-assistant CAMES Sociologie, Université de Dédougou, Burkina Faso.

Dr Amadou BAMBA, Maitre-assistant CAMES, Maître de conférences en Économie, USSGB, Mali

Dr Yéo LANZENI, Maître-assistant CAMES en Géographie, Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan.

Dr Mesmer Luther GUEUYOU, Centre d'études de droit international de l'université Paris Ouest, Enseignant chercheur à l'université de Nantes.

Dr Solim ALEKA, Docteur en Droit public, Ministère de la Santé du TOGO.

Dr Hamidou NAPARE, Sciences de l'éducation, Chargé de Recherches à l'INFSS.

Dr Bakaye TOGOLA, Anglais, études africaines et postcoloniales, UCAD

Dr Issa TOGOLA, Maître assistant en Géographie, Institut de sciences humaines, Bamako.

Dr Soufiana Souleymane MAIGA, didactique des langues université de touba Arabe.

Dr Drissa TRAORE, Maître assistant CAMES, Université de Daloa, RCI.

Dr Tiecoura Hamed COULIBALY, Université Péléforo Gon Coulibaly de Korhogo.

Dr Siaka DOUMBIA, Maître assistant en Géographie, Université de Ségou.

Dr Francis Birama Daba SARR, philosophe, Université cheikh Anta Diop de Dakar.

Dr Falingué KEITA, Économie, USSGB.

Dr Harouna BAGAYOKO, Géographie, USSGB.

Dr Adama KONÉ, Géographie, Université de gestion et de développement durable de Bamako.

Dr Amadou SOW, Droit, Centre d'Etudes, de Recherche et de Prospective en Afrique – CERPA (Mali).

Dr Ibrahima BAMBA, Droit, Institut de pédagogie universitaire de Bamako (IPU)

Dr Lassine DIARRA, Maître-Assistant USJPB.

Dr Adama KONE, Géologie, Maître-Assistant à la FST

Dr Issa OUATTARA, Maître assistant en Géographie, INFTS de Bamako.

Dr Oumar DEMBELE, Géographie, point SUD.

Dr Oumar KONÉ, philosophie, USLHB.

Dr Abdou Bougoury TRAORE, Économie de l'environnement, USSGB.

Dr Lassina TOGOLA, logisticien, USSGB.

Dr Ousmane DOUMBIA, Marketing communication, USSGB.

Dr Toumani KANTE, sciences agronomiques, IER.

Dr Youssouf GUINDO, Géographie de l'environnement, ENSUP.

Dr YAO Koffi Bertrand, Maître assistant CAMES en Géographie, Université Félix Houphouet Boigny d'Abidjan.

Dr Abdoulaye MAIGA, Économie politique, USSGB.

Dr Abdoul wahab Issiaka MAIGA, Administration Éducative et planification. Université privée Attaoune (UPA), BAMAKO

Dr Ousmane Famagan KONATE, Droit public.

Dr Malick TIMBINE, Géographie, environnement et Santé, Maître-Assistant à l'ISH.

Dr Moussa FOFANA, anthropologie de la santé, Maître-Assistant à L'ISH.

Dr Lala Aïché TRAORE, Lettre Moderne, Maître- Assistant à l'ISH.

Dr Yaya SIDIBE, Économie, Maître Assistant à l'USSGB.

Dr Mamoutou BERTHE, Philosophie à l'ENSup.

Dr Abdoulaye N'Tigui KONARE, économiste, Maître- Assistant à l'USSGB.

Dr Boubacar KONATE, Maître-Assistant à l'INFTS.

Dr Ousmane SY, Maître de recherche, Epidémiologiste, Direction Générale de la Santé et de l'Hygiène Publique, Bamako, Mali.

Dr Abdoul Salam Diarra, Maître assistant en Santé Publique, CNRST, Bamako, Mali.

Dr Idrissa DEMBELE, droit, Maitre-Assistant, USJPB

Dr Bengaly GUINDO, Science politique, Maitre-Assistant USJPB

Dr Sory Ibrahim Maiga, Science politique, Maitre-Assistant USJPB

Dr Mohamed BERTHE, droit Maitre-Assistant, École supérieur de journalisme et des sciences de la communication, Bamako

Dr Seydou MALLET, droit, USJPB

Dr Oumar CAMARA, droit, Maitre-Assistant en droit USJPB

Dr Bakary KONE, Maitre-Assistant à l'Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako.

Dr Lamine Boua COULIBALY, Géographie, Maitre-Assistant à l'Université de Ségou.

Dr Soumaila COULIBALY, Psychologie, Enseignant chercheur à l'université des sciences sociales et de gestion de Bamako.

Dr Seydou Soungalo COULIBALY, Sciences de l'éducation, à l'IPU de Bamako.

Dr Ibrahim Amara DIALLO, Philosophie politique et morale, ULSHB.

Dr Ibrahim KONE, relations internationales, FSAP, Bamako

Dr Moïse Jean, Docteur en droit public à l'Université de Nanterre, Chercheur postdoctoral à l'Université de Genève.

SOMMAIRE

PARTIE 1 : SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Dr. DIANE Sidi Boubacar
LA TURQUIE A L'EPREUVE DU MULTICULTURALISME : LE VECU DES COUPLES AFRO-TURCS DANS LA VILLE D'ISTANBUL 1
Dosselimingnon Benoit SORO, Mathieu Jonasse AFFRO, Nambégué SORO
IMPACT DES SYSTEMES D'ELEVAGE SUR LA TRANSFORMATION DES PAYSAGES DANS LA REGION DE GBÊKÊ (CENTRE DE LA CÔTE D'IVOIRE) 20
NKONGOLO KAAJILA Dieudonné
PARTICIPATION DES ORGANISATIONS PAYSANNES A L'EMERGENCE DU SECTEUR AGRICOLE EST-KASAÏN : QUELS MECANISMES POUR SON EFFECTIVITE ?..... 42
KARIDIOULA Logbon, COULIBALY Moussa, KOFFI Brou Emile
ACCESSIBILITE EN EAU ET VULNERABILITES DES POPULATIONS RURALES DANS LE DEPARTEMENT DE DABAKALA (CENTRE NORD DE LA COTE D'IVOIRE) 68
DOVI Komi François, LODONOU Kossi
CONTRIBUTION DES ENSEIGNEMENTS DE LANGUE A L'EDUCATION A LA CITOYENNETE : L'ENSEIGNEMENT DE L'ANGLAIS AU PREMIER CYCLE DU SECONDAIRE AU TOGO 85
KANATE Mohamed, DIOMANDE Yaké Raymond, KONE Issiaka
L'ECOLE DANS LES ZONES INDUSTRIALO-PORTUAIRES ET COMMERCIALES A ABIDJAN 108
Arounan OUÉDRAOGO
LA MÉDECINE GÉNOMIQUE À L'ÉPREUVE DE LA RÉFLEXION PHILOSOPHIQUE : VERS UNE RÉVOLUTION CONCEPTUELLE DE LA SANTÉ 126
Dr KOUAME BI GOORE Roland
PARENTIFICATION DES AINES ET MALTRAITANCE INTRAFRATERNELLE DANS LES FAMILLES MONOPARENTALES MATRICENTRIQUES : CAS DU DISTRICT D'ABIDJAN 139
Harouna KONATE, Koiworo COULIBALY
PROBLEMATIQUE DE GESTION DES DECHETS SOLIDES EN COMMUNE V DU DISTRICT DE BAMAKO (MALI)..... 155
Safiatou DIALLO
EXCISION EN GUINEE : QUAND LES TRADITIONS CULTURELLES FREINENT L'ABOLITION 171
Issa NIAMBA, Siaka OUATTARA
CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES ET PROFESSIONNELLES DES IMMIGRANTES SERVEUSES DANS LES DEBITS DE BOISSONS A OUAGADOUGOU..... 185
Chéhibou COULIBALY
FONCTIONS SOCIOCULTURELLES DU *KANCIINRI* CHEZ LES SENOUFOS 201
Dr Oumar DEMBELE, Dr Adama KONE, Dr Lamine Boua COULIBALY, Mounérou DJIRE
INONDATIONS DANS LES QUARTIERS PERIURBAINS DE BAMAKO : STRATEGIES D'ADAPTATIONS DES POPULATIONS RIVERAINES DE KALABANCORO..... 220
Bréhima Chaka TRAORE, Oumarou AROU
PRISE EN CHARGE DU PALUDISME CHEZ LES FEMMES ENCEINTES ET LES ENFANTS DE MOINS DE CINQ ANS : CONTRASTES DES OFFRES MEDICALES A YIRIMADIO (BAMAKO) 246
Mahamadou CISSE, Tenemaka SANOGO, Bakary DAGNO, Ibrahima DEMBELE
PRATIQUE DES ACTIVITES DE MARAICHAGE DANS LA VILLE DE SEGOU 262
Dr. Zakaria Coulibaly
PATRIOTISME DANS LES ECOLES AMERICAINES : UN FACTEUR DE GRANDEUR DE L'HOMME AMERICAIN ET DE DEVELOPPEMENT DE L'AMERIQUE 279
CISSE Abdoulaye
LA CRISE SOCIO SECURITAIRE ET L'EDUCATION DANS LE NORD ET LE CENTRE DU MALI..... 291
Aminata B SANGARE

INSTRUMENT DE MUSIQUE TRADITIONNELLE EN VOIE DE DISPARITION : CAS DU FLENKOLO BALANI, COMMUNE DE KASSARO, REGION DE KITA 307
M. Mahamadou SOGOBA, Dr Lassina BERTHE, Pr Samba DIOP
DEPENSES SANITAIRES EFFECTUEES PAR LES USAGERS DANS L'AIRE DE SANTE DU CSREF DE KALABANCORO 324
MFUEBO PHILLIPE MABETO KIBENI
ETUDE ET DIMENSIONNEMENT D'UNE MINI CENTRALE SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE : CAS DU COMPLEXE HOSPITALIER DE LUOZI 338
Ali TIMBINE, Yacouba LOUGUE, Malick TIMBINE
LA GEOGRAPHIE DES MASQUES AU PAYS DOGON ET LEUR ROLE DANS LE VIVRE ENSEMBLE AU MALI 366
Drissa KONE, Adama KONE
ANALYSE SOCIO CULTURELLE DES MONUMENTS DU DISTRICT DE BAMAKO 382
Dr. Bassy KANOUTE
TEST STATISTIQUE DE LIAISON ENTRE LA PAUVRETE ET LA SANTE DE L'ENFANT AU MALI 402
Lassina BERTHE, Dr Malick TIMBINE, Daouda KASSOGUE
PERCEPTION DES POPULATIONS ET INTERACTION DES ACTEURS DANS LA PRISE EN CHARGE SANITAIRE : CAS DU CSCOM DE SOGONIKO EN COMMUNE VI DU DISTRICT DE BAMAKO 420
M. Mahamadou SOGOBA, Dr Lassina BERTHE, Pr Samba DIOP
FONCTIONNEMENT DES CENTRES DE SANTE : CAS DU CSREF DE KALABANKORO 436

PARTIE 2: SCIENCES JURIDIQUES ET POLITIQUES

Dr Tiécoro DIARRA
L'EXPRESSION DU POUVOIR REGLEMENTAIRE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES 455
KOAMA Hamidou
L'ANIMATION DU CONTRÔLE PARLEMENTAIRE DE FINANCES PUBLIQUES AU MALI 488

TABLE OF CONTENT

PART 1 : HUMANITIES AND SOCIAL SCIENCES

Dr. DIANE Sidi Boubacar
TURKEY FACING THE CHALLENGE OF MULTICULTURALISM: THE EXPERIENCE OF AFRO-TURKISH COUPLES IN THE CITY OF ISTANBUL 1
Dosselimingnon Benoit SORO, Mathieu Jonasse AFFRO, Nambégué SORO
IMPACT OF LIVESTOCK SYSTEMS ON LANDSCAPE TRANSFORMATION IN THE GBÊKÊ REGION (CENTRAL CÔTE D'IVOIRE) 20
NKONGOLO KAAJILA Dieudonné
PARTICIPATION OF FARMERS' ORGANISATIONS IN THE EMERGENCE OF THE AGRICULTURAL SECTOR IN EAST KASAÏN: WHAT MECHANISMS ARE NEEDED TO ENSURE ITS EFFECTIVENESS? 42
KARIDIOULA Logbon, COULIBALY Moussa, KOFFI Brou Emile
ACCESS TO WATER AND VULNERABILITIES OF RURAL POPULATIONS IN THE DEPARTMENT OF DABAKALA (NORTH CENTRAL CÔTE D'IVOIRE) 68
DOVI Komi François, LODONOU Kossi
CONTRIBUTION OF LANGUAGE TEACHING TO CITIZENSHIP EDUCATION: TEACHING ENGLISH IN JUNIOR SECONDARY SCHOOL IN TOGO 85
KANATE Mohamed, DIOMANDE Yaké Raymond, KONE Issiaka
SCHOOLS IN THE INDUSTRIAL, PORT AND COMMERCIAL AREAS OF ABIDJAN 108
Arounan OUÉDRAOGO
GENOMIC MEDICINE PUT TO THE TEST OF PHILOSOPHICAL REFLECTION: TOWARDS A CONCEPTUAL REVOLUTION IN HEALTHCARE 126
Dr KOUAME BI GOORE Roland
PARENTIFICATION OF ELDERLY PEOPLE AND INTRA-FRATERNAL ABUSE IN MATRICENTRIC SINGLE-PARENT FAMILIES: THE CASE OF THE ABIDJAN

DISTRICT 139
Harouna KONATE, Koiworo COULIBALY
SOLID WASTE MANAGEMENT ISSUES IN COMMUNE V OF THE DISTRICT OF BAMAKO (MALI) 155
Safiatou DIALLO
FEMALE GENITAL MUTILATION IN GUINEA: WHEN CULTURAL TRADITIONS HINDER ABOLITION 171
Issa NIAMBA, Siaka OUATTARA
SOCIO-DEMOGRAPHIC AND PROFESSIONAL CHARACTERISTICS OF IMMIGRANT WAITRESSES IN DRINKING ESTABLISHMENTS IN OUAGADOUGOU 185
Chéhibou COULIBALY
SOCIOCULTURAL FUNCTIONS OF THE KANCIINRI AMONG THE SENOUFOS 201
Dr Oumar DEMBELE, Dr Adama KONE, Dr Lamine Boua COULIBALY, Mounérou DJIRE
FLOODING IN THE PERI-URBAN NEIGHBOURHOODS OF BAMAKO: ADAPTATION STRATEGIES OF THE REVERSIDE POPULATIONS IN KALABANCORO 220
Bréhima Chaka TRAORE, Oumarou AROU
TREATMENT OF MALARIA IN PREGNANT WOMEN AND CHILDREN UNDER FIVE YEARS OF AGE: CONTRASTS IN MEDICAL SERVICES IN YIRIMADIO (BAMAKO) 246
Mahamadou CISSE, Tenemaka SANOGO, Bakary DAGNO, Ibrahima DEMBELE
PRACTISING MARKET GARDENING IN THE CITY OF SEGOU 262
Dr. Zakaria Coulibaly
PATRIOTISM IN AMERICAN SCHOOLS: A FACTOR IN THE GREATNESS OF THE AMERICAN PEOPLE AND THE DEVELOPMENT OF AMERICA 279
CISSE Abdoulaye
THE SOCIO-SECURITY CRISIS AND EDUCATION IN NORTHERN AND CENTRAL MALI 291
Aminata B SANGARE
TRADITIONAL MUSICAL INSTRUMENT IN DANGER OF DISAPPEARING: THE CASE OF THE FLENKOLO BALANI IN THE COMMUNE OF KASSARO, KITA REGION 307
M. Mahamadou SOGOBA, Dr Lassina BERTHE, Pr Samba DIOP
HEALTH EXPENDITURE BY USERS IN THE CSREF OF KALABANCORO 324
MFUEBO PHILLIPE MABETO KIBENI
STUDY AND DESIGN OF A MINI PHOTOVOLTAIC SOLAR POWER PLANT: THE CASE OF THE LUOZI HOSPITAL COMPLEX 338
Ali TIMBINE, Yacouba LOUGUE, Malick TIMBINE
THE GEOGRAPHY OF MASKS IN THE DOGON COUNTRY AND THEIR ROLE IN COMMUNITY LIFE IN MALI 366
Drissa KONE, Adama KONE
SOCIO-CULTURAL ANALYSIS OF MONUMENTS IN THE DISTRICT OF BAMAKO 382
Dr. Bassy KANOUTE
STATISTICAL TEST OF THE LINK BETWEEN POVERTY AND CHILD HEALTH IN MALI 402
Lassina BERTHE, Dr Malick TIMBINE, Daouda KASSOGUE
PERCEPTIONS OF THE POPULATION AND STAKEHOLDER INTERACTION IN HEALTHCARE DELIVERY: A CASE STUDY OF THE SOGONIKO COMMUNITY HEALTH CENTER, COMMUNE VI OF THE BAMAKO DISTRICT 420
M. Mahamadou SOGOBA, Dr Lassina BERTHE, Pr Samba DIOP
HEALTH CENTER OPERATIONS: THE CASE OF THE KALABANKORO REFERENCE HEALTH CENTER 436

PART 2: LEGAL AND POLITICAL SCIENCES

Dr Tiécoro DIARRA
THE EXPRESSION OF LOCAL GOVERNMENT REGULATORY POWERS 455
KOAMA Hamidou
ENHANCING PARLIAMENTARY OVERSIGHT OF PUBLIC FINANCES IN MALI 488

SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

LA CRISE SOCIO SECURITAIRE ET L'EDUCATION DANS LE NORD ET LE CENTRE DU MALI

THE SOCIO-SECURITY CRISIS AND EDUCATION IN NORTHERN AND CENTRAL MALI

CISSE Abdoulaye
Attaché de Recherche, Institut des Hautes Études et de Recherches Islamiques Ahmed Baba de Tombouctou (IHERI-ABT).
Doctorant en Sciences de l'Education à L'IPU. Bamako.
Email : cabdoulye @gmail.com/abdoulayecis77@yahoo.fr

RESUME

La double crise institutionnelle et sécuritaire survenue au Mali en 2012 qui tire son origine d'un malaise généralisé caractérisé par l'absence de perspectives socioéconomiques, la marginalisation et la discrimination dans l'accès aux services publics (M. SANGARI, 2017, p.2), s'est manifesté par un putsch et l'occupation de 3 régions du nord malien par des groupes irrédentistes et radicaux. Cette crise évolue vers l'intérieur du pays avec son cortège funèbre et de pillages de toutes natures dont les plus déplorables constituent la destruction des écoles. Les conséquences sont dramatiques sur la population en général et sur les enfants en particulier. L'absence de l'État dans ces zones de conflit a eu pour effet destructeur la démolition du fondement de toute nation à savoir l'éducation. Les effets de cette crise sur la scolarisation des enfants dans le nord et le centre du Mali sont énormes.

L'objet de cette étude est de faire un état de lieux de la situation des écoles dans ces zones et de proposer les thérapies possibles à envisager. L'approche méthodologique a combiné à la fois l'usage de l'outil de recueil de données quantitatives et qualitatives. Dans la région de Mopti 90,35% d'enfants sont privés d'enseignement en 2020. A Tombouctou 54,71 % d'enfants sont privés d'enseignement et à Kidal 100 % d'enfants en sont privés en 2020. L'usage des NTIC et les langues nationales peuvent pallier cette situation.

Mots-clés : Crise sécuritaire-éducation-Mali.

ABSTRACT

The socio-safe crisis and education in the North and center of Mali

The double institutional and safety crisis in Mali in 2012 returning its origin of general malaise characterized by the lack of socioeconomic opportunities marginalization and discrimination in access to public services (M. SANGARI, 2017, p.2), manifested himself by putsch and the occupation of 3 northern regions of Mali by irredentist and radical groups. This crisis evolves in the country with its funeral procession and looting of all natures, the most deplorable of which are the destruction of schools. The consequences are dramatic on the general population and on children in particular. The absence of the state in these conflict zones had the destructive effect the demolition of the foundation of any nation namely education. The effects of this crisis on the schooling of children in the north and the center of Mali are enormous.

The purpose of the study is to make and inventory of situation of schools in these areas and to propose possible therapies to consider.

The methodological approach combined with both the use of the quantitative and qualitative data to collection tool. In the Mopti region, 90.35percent of children are deprived of education in 2020. In the Timbuktu region, 54.71 percent of children are deprived of education in 2020. In the Kidal region one hundred percent are deprived of it. The use of NTIC and official languages can alleviate this situation.

Key words : Safe crisis- education - Mali

INTRODUCTION

La crise libyenne avec la chute de son leader a eu pour conséquence l'implosion du sahel et le nord du Mali en particulier. La déliquescence de l'appareil de défense gangréné par la corruption laisse place à des remous qui ont abouti au coup d'état qui a précipité l'occupation des 2/3 du territoire par des groupes armés. Cette crise sociale que vit le Mali depuis avril 2012 s'est muée en conflits communautaires et l'intensification du banditisme armé. La confusion sécuritaire au nord du pays aboutit à la diffusion des menaces armées dans les régions centre et sud parait davantage préoccupante. Le terrorisme djihadiste s'est durablement implanté dans des régions jusque-là épargnées, avec des communautés entières suspectées, à tort ou à raison, d'en être les bras armés, rendant parfois les rapports interethniques très conflictuels et meurtriers. (B. HAIDARA, 2017,

p.1). Son impact sur la stabilité sociale est énorme et ses conséquences sur l'éducation sont redoutables.

Selon le rapport de la banque mondiale, les efforts du gouvernement en matière d'éducation ont été confrontés dès 2012 à une crise sécuritaire sans précédent dans le Nord et le centre, si bien que l'enseignement dans cette partie du territoire a subi de plein fouet des arrêts définitifs ou partiels selon les zones. Des groupes armés qui s'y sévissaient sont même allés jusqu'à occuper des écoles. Ainsi la grande majorité des écoles ont été non fonctionnelles. L'essentiel des enfants ne participe pas aux activités éducatives et un pan important des bâtiments sont endommagés. À la faveur de l'intervention militaire des forces maliennes et internationales, la situation sécuritaire s'est améliorée, les écoles ont été en partie réouvertes et les élèves ont repris le chemin des classes (Banque mondiale, 2018, p.6). Cependant, la proportion des enfants qui sont privés d'éducation dans ces zones, à cause de ces conflits, est alarmante.

La présente étude a pour objectif d'analyser les effets de cette crise sur l'éducation dans le nord et le centre du Mali

Le concept de crise est défini diversement. Selon, le site internet Geoconfluences (2015), « le mot crise désigne à la fois un événement brutal, une rupture, mais aussi une évolution longue qui révèle des faiblesses structurelles, inhérentes à un système ». Quant à (J. Boumrar, 2010, cité par A. SAGARA et R. CHARRON, 2023, p.34), il définit « la crise comme un processus global à faible probabilité et fortes conséquences, pouvant entraîner des changements organisationnels importants. Ceux-ci peuvent être positifs ou négatifs en fonction du contexte mais aussi de la manière de gérer la crise ». Dans une vision systémique, une crise peut être définie comme un ensemble d'événements internes ou externes qui affecte l'atteinte de la finalité du système, la crise économique, la crise sécuritaire, la crise scolaire, la crise du COVID19, etc. Autrement, il s'agit toujours d'une situation de conflit de forte intensité, de remise en cause des valeurs (crise culturelle), des rapports entre générations ou entre groupes sociaux (crise sociale) en tout cas d'une période d'inquiétude et d'une *crise de confiance ».* (Grawitz 2004, cité par G. DIAWARA, 2009, p.7).

I. METHODOLOGIE

Comme approche méthodologique, nous avons combiné à la fois la méthode quantitative et qualitative. Comme outils, nous avons utilisé le questionnaire d'enquêtes et le guide d'entretien direct et semi direct.

Notre population cible, pour être interrogée, est constituées des membres de CGS d'une école par chef-lieu de commune soit 188 communes du nord et du centre (Loi N° 096). La moyenne par bureau de CGS est de 6 membres.

La population totale est 1128 répartie en bloc de 5, l'échantillonnage s'effectue sur 225. L'échantillonnage systématique nous donne la 5è personne, 10è, 15è ainsi de suite, ce qui donne l'échantillon de 45 membres de CGS à interroger.

Le choix des membres de CGS s'explique par son inclusivité car constitué de l'ensemble des acteurs de l'éducation (parents d'élèves, mères d'élèves, syndicalistes, élèves et directeurs d'écoles).

Notre questionnaire d'enquête est appliqué à cet échantillon représentatif contacté directement ou par téléphone. Il porte sur le nombre d'écoles fermées pendant cette crise et les effectifs de ces écoles dans ces zones. Le ressenti de la communauté scolaire et son attitude face à ce phénomène.

L'entretien direct et semi- direct s'applique à 5 directeurs d'académies d'enseignement et 22 directeurs de centres d'animation pédagogique ou leurs représentants des zones du nord et centre du Mali. Ceux-ci sont interviewés sur les effets de la crise socio sécuritaire sur l'éducation dans le nord et le centre et comment il faut envisager des possibilités pour minimiser les conséquences de la crise sur la scolarisation des enfants dans ces zones. Le travail d'enquête et d'entretien s'est déroulé du 20 décembre 2019 au 20 mars 2020.

L'analyse des données issues de collecte documentaire et des enquêtes auprès des populations cibles ont permis de structurer l'étude en résultats et discussions.

II. RESULTATS

2.1.SITUATION DES ECOLES DANS LE CENTRE ET LE NORD EN 2020

En 2018 la région de Gao comptait **412** écoles fondamentales avec un effectif de **102.141** élèves, celle de Kidal comptait **36** écoles fondamentales avec **5.602** élèves, celle de Mopti comptait **1.121** écoles fondamentales avec **213.881** élèves et celle de Tombouctou comptait 488 écoles

fondamentales avec **114.046** élèves, soit **2.057** écoles fondamentales avec **435.670** élèves. Le niveau national comptait **16.133** écoles fondamentales avec un effectif de **3.087.732** élèves (AE de Gao, Mopti et al, 2019, p.7-9). C'est donc 17,12 % des écoles et 17,91 % des effectifs au niveau national.

Dans la région de Mopti plus de 90% d'écoles étaient fermées en 2020 tandis que dans celle de Tombouctou ce sont plus 50 % en étaient fermées. Les tableaux qui suivent détaillent cela.

Tableau 1. Ecoles fermées dans la région de Mopti en 2020

REGION DE MOPTI	**NBRE D'ECOLES**	**EFFECTIFS**	**ENSEIGNANTS**
Bandiagara	74	22.200	444
Bankass	73	219	438
Douentza	170	27000	650
Djenné	27	81.000	162
Mopti	108	32.000	648
Sévaré	54	1580	650
Sofara	40	1001	314
Ténenkou	48	14.400	288
Youwarou	49	14.700	288
Total /Ecoles fermées	**643**	**194.100**	**3882**
TOTAL /Mopti	**1121**	**213.881**	**5130**
Pourcentage	**57,35%**	**90,75%**	**75,67%**
TOTAL /NATIONAL	**16.133**	**3.087.732**	**56.675**
Pourcentage	**3,98 %**	**6,28 %**	**6,28 %**

Source : L'aube, malijet.net Consulté le 14/ 12/ 2020 à 10 h 07 mn et CPS, 2018

Au total, la région de Mopti enregistre un taux effrayant de six cent quarante-trois (643) écoles fermées avec cent quatre-vingt-quatorze mille cent élèves (194.100) en déperdition et trois mille huit cent quatre-vingt-deux (3882) enseignants touchés (L'Aube, 2020, p.3, malijet.net). Ces données sont corroborées par celles fournies par les services déconcentrés de l'éducation dans la région de Mopti notamment les Directeurs adjoints des académies d'enseignement de Mopti et Douentza.

En termes d'écoles fermées ou non fonctionnelles les centres d'animation pédagogique de Douentza et de Mopti sont en tête mais en termes d'effectifs d'élèves ceux de Djenné, Mopti et Douentza tiennent la tête avec 81.000, 32.000 et 27.000 élèves privés d'enseignement alors qu'en termes d'enseignants touchés, ceux de Sévaré, Douentza et Mopti sont en tête avec 650 et 648 enseignants touchés (AE/Mopti, 2018, p.15)

Le niveau national comptait **16.133** écoles fondamentales en 2018 avec **3.087.732** élèves encadrés par **56.675** enseignants (CPS, 2018, p.10-90).

Les écoles fermées dans la région de Mopti représentaient 3,98 % au niveau national avec 6,28 % de l'effectif national du fondamental et 6,28 % d'enseignants touchés, proportions non négligeables en termes de droit des enfants à l'éducation / formation et de coût dû à la rémunération des enseignants.

Au regard de ce pourcentage d'écoles non fonctionnelles avec comme corollaire des enfants privés d'éducation et des enseignants touchés, la situation de l'éducation dans le centre frôle la catastrophe et mérite des actions d'urgence.

En plus, selon les données recueillies auprès de ces acteurs, de nombreuses écoles restent encore fermées et des enseignants absents de leurs établissements scolaires au nord suite aux menaces proférées par de présumés djihadistes.

La situation de l'éducation dans les zones du nord n'est pas également reluisante. Le détail est fourni par le tableau qui suit.

Tableau 2. Écoles fermées ou non fonctionnelles dans la région de Tombouctou en 2020

REGION DE TOMBOUCTOU	**NBRE D'ECOLES**	**EFFECTIFS**	**ENSEIGNANTS**
Diré	42	9.500	157
Goundam	39	8.700	282
Gourma-Rharous	40	11000	147
Niafunké	50	9500	97
TBtou	51	16400	270
Total/Ecoles fermées	**222**	**55100**	**953**
Total /TBtou	**488**	**114046**	**2234**
Pourcentage	**52 ,73%**	**54,71%**	**28,33%**
TOTAL /NATIONAL	16.133	3.087.732	56.675
Pourcentage	1,37 %	1,78 %	1, 68 %

Source : Rapport /AE Tombouctou, et CPS, 2018, p.10-90

Ce tableau démontre que plus de la moitié des classes sont non fonctionnelles avec plus de la moitié de l'effectif total des scolaires sont privés d'études dans la région de Tombouctou.

Les centres d'animation pédagogique de Tombouctou et de Niafunké viennent en tête en termes d'écoles fermées ou non fonctionnelles avec 51 et 50 écoles non fonctionnelles mais en termes d'effectifs d'enfants privés de scolarisation, les centres d'animation pédagogique de Tombouctou et de Gourma-Rharous viennent en tête avec 16.500 et 11.000 élèves privés d'enseignement alors que celui de Goundam présente plus d'enseignants touchés avec 282 (AE/ Tombouctou, 2020 ,p13).

Au niveau national, ces écoles fermées représentaient 1,37 % avec 1,78 % de l'effectif national du fondamental et 1, 68 % d'enseignants en congé technique.

Tableau 3. Ecoles fermées ou non fonctionnelles dans la région de Gao en 2020

REGION DE GAO	**NBRE D'ECOLES**	**EFFECTIFS**	**ENSEIGNANTS**
Ansongo	47	10700	170
Bourem	40	1340	132
Gao	82	23700	320
Ménaka	27	4540	52
Total /Ecoles fermées	**196**	**40280**	**674**
Total /Gao	**412**	**102141**	**1940**
Pourcentage/ National	**47,57 %**	**39,43 %**	**34,74 %**
TOTAL/NATIONAL	16.133	3.087.732	56.675
Pourcentage /national	**1,21 %**	**1,30 %**	**1,18 %**

Source : AE de Gao et CPS, 2018

La région de Gao est moins affectée comparativement aux autres car elle présente moins de 50 % d'écoles et d'effectifs. Cependant en terme d'effectifs, le centre d'animation de Gao est beaucoup plus impacté avec 23 .700 enfants privés d'enseignement Il est suivi de celui d'Ansongo avec 10. 700 enfants privés d'enseignement (AE/ Gao, 2019, p.12)

Les administrateurs scolaires préfèrent la terminologie d'écoles non fonctionnelles à celle d'écoles fermées. Ils trouvent que la nuance est de taille car l'école non fonctionnelle est ouverte mais non fonctionnelle par manque d'infrastructures ou d'enseignants.

Les données recueillies auprès des acteurs ont démontré que la quasi-totalité des écoles fermées recensées au nord, excepté Kidal, sont plutôt non fonctionnelles car elles sont ouvertes mais empêchées de fonctionner par la menace et la présence des bandes armées.

Tableau 4. Les écoles fermées en 2020 dans la région de Kidal

REGION DE KIDAL	ECOLES	EFFECTIFS	ENSEIGNANTS
Kidal	24	4404	81
Tessalit	12	1198	40
Total /Ecoles fermée	**36**	**5602**	**121**
Total / Kidal	**36**	**5602**	**121**
pourcentage	**100%**	**100 %**	**100 %**
TOTAL/NATIONAL	16.133	3.087.732	56.675
Pourcentage/national	**0,22 %**	**0,18 %**	**0,21 %**

Source : CPS, 2018, p.10-90

Pendant cette période aucune école n'est ouverte dans la région de Kidal. Cela est dû surement à l'absence de l'Etat dans cette région depuis 2012.

La reprise par l'armée malienne des villes du nord a été effective pour celle de Tombouctou et Gao mais pour celle de Kidal, seule l'armée française a eu accès et a pactisé avec les irrédentistes Touaregs. Pour des objectifs inavoués, l'armée malienne n'a pu avoir accès ce qui n'a pas permis le redéploiement de l'administration dans cette zone pendant toute cette période. En l'absence de l'administration, aucun service socioéducatif ne peut fonctionner.

Les localités concernées par l'arrêt des cours sont les suivantes selon les CAP dans le nord :

Tableau 5. Localités dans le nord concerné par l'arrêt des cours dans la région de Tombouctou

CAP /CERCLES	COMMUNES
Diré	Arham, Binga, Haibongo, Chirfiga, Kabayka, Kessoukoreye, Kessoubibi, Kirchamba, Morikoira, Sareyamou, Tienkour et Tindirma
Goundam	Dendedjer, Essakane, Gargando, Fatakara, Télé, Tilemsi et Tin-Aicha.
Gourma –Rharous	Ada , Kaye-Kaye, Echartatane et Dar-Naim(Commune de Bambara Maoudé),Banikane , Doudéré et Intideden (Commune de Haribomo),Inalaata, Emaydar et Oubarjanit (Commune de Rharous),Faran Bakaye et Omar Ben Khattab(Commune de Séréré)
Niafunké	Banikané, Saraféré, Souboundou et Soumpi.
Tombouctou	Ber ; Egachar, Teherdjé, Oulad Drisse, Berabiche et Guanine blancs, Koumeikoukou, Aglal, Araouane et Boujbeiha.

Sources : Le directeur adjoint de CAP de Diré, le conseiller à l'orientation de CAP de Goundam, le directeur adjoint de CAP de G. Rharous, le conseiller à l'orientation de CAP de Niafunké et le directeur adjoint de CAP de Tombouctou interviewés entre le premier février et le 10 mars 2020.

Ce tableau démontre que les centres d'animation pédagogique de Diré et Gourma-Rharous ont plus de localités impactées. Ils sont suivis du centre d'animation de Tombouctou. La plupart de ces localités au niveau de Diré et Gourma-Rharous sont des zones inondées d'accès difficiles. Certaines de celles de Tombouctou étaient des zones de prédilection des bandes armées notamment Ber, Egachar, Araouane et Boujbeiha.

Tableau 6. Localités dans le nord concernées par l'arrêt des cours dans la région de Gao

CAP/CERCLES	COMMUNES
Ansongo	Talataye, Tassiga, Tessit et Tin -Hamma
Bourem	Bamba, Chabaria, Taboye, Téméra et Tarkint
Gao	Djebock, Gabéro, Haoussa-Foulane, N'Tilit, Kel Tondibi et Tin-Aouker.
Ménaka	Andaranboukane, Inékar et Tidermene.

Source : Le conseiller à l'orientation du CAP d'Ansongo, le directeur de CAP de Bourem, le directeur adjoint de l'académie d'enseignement de Gao et le directeur de CAP de Ménaka interviewés entre le 26 décembre 2019 et le 27 janvier 2020.

Dans ce tableau les localités de Tessit (Ansongo), Djebock et N'tilit(Gao) sont situées dans la zone des trois frontières qui abritent assez d'unités combattantes de terroristes. Celles de Ménaka étaient des zones occupées par les groupes armés rebelles. Cela explique l'absence de l'Etat dans ces localités ce qui ne permet pas à l'école d'y fonctionner.

L'arrêt des cours par la présence des bandits et terroristes dans ces zones du nord et du centre du Mali compromet, comme cela a été souligné plus haut, l'avenir des milliers d'enfants en âge scolaire. Si des dispositions ne sont pas prises pour pallier ce phénomène, une partie importante de cette frange risque d'être récupérée pour renforcer le rang de ces bandits. Quelles peuvent être des alternatives pouvant minimiser les effets de ce phénomène ?

2.2. PISTES DE SOLUTION POSSIBLES

Parallèlement à l'action militaire, il est impérieux de privilégier l'action diplomatique car aucun conflit n'est dénoué que par la concertation et le dialogue. La mise à contribution des personnalités disposant d'un ascendant sur ces protagonistes est nécessaire pour établir un contact avec les décideurs au niveau de ces maliens mus souvent par le ressentiment et la frustration.

Pour permettre aux scolaires de ces zones de conflit de bénéficier de la continuité pédagogique, il est nécessaire de développer le numérique afin que l'enseignement à distance se fasse à travers l'internet et la radio.

La crise du COVID ayant inspiré les pédagogues à développer des alternatives à l'arrêt soudain de la formation, a ouvert la voie à beaucoup de pistes pour assurer la continuité pédagogique à travers les TIC et les médias.

Une autre piste consiste à accélérer l'introduction de nos langues officielles dans l'éducation et la formation. Par exemple avec l'expérience de l'alphabétisation des masses, les animateurs villageois peuvent suppléer au manque d'enseignants redéployés ou déplacés par suite de la crise.

Enfin, il est important d'accélérer le processus d'intégration des écoles coraniques dans le système éducatif national. Aux dires de plusieurs acteurs contactés, les écoles coraniques constituent les seuls moyens éducatifs qui existent dans ces zones en l'absence de l'Etat.

« *Nous avions été délégués par les communautés des communes de Ber et d'Alafia pour rencontrer le directeur de centre d'animation pédagogique de Tombouctou afin de trouver un moyen d'ouvrir nos écoles. Il nous a signifié que l'administration étant absente dans ces zones, il n'a aucune possibilité d'envoyer des enseignants dans nos localités. Nous lui avions fait savoir que les occupants sont favorables à l'ouverture des écoles où l'enseignement séculier se fait concomitamment avec l'enseignement coranique et qu'ils sont disposés à rémunérer les enseignants et assurer leur sécurité*. » (Abdoulaziz Ag MOHAMED, président du CGS de l'école de Ber.). Cela démontre que si les écoles coraniques qui demeurent fonctionnelles dans ces zones dispensaient un enseignement mixte, cette crise aurait moins d'effets néfastes sur les scolaires.

III. DISCUSSION

Les objectifs de cette étude étant de démontrer les effets de la crise sur la population scolarisable dans le nord et le centre du Mali et de proposer des pistes de solution pour amoindrir ces effets.

Les résultats et les perspectives de solutions présentés dans la présente étude permettent d'analyser l'impact de cette crise sur l'éducation dans ces zones de conflit. En se référant à quelques résultats des études antérieures, nous pouvions déterminer l'apport de cette étude à la connaissance sur les effets de la crise sur les scolaires dans ces zones.

L'étude de la banque mondiale sur la situation de l'éducation dans le nord et le centre en 2018 a fait le commentaire suivant

Au cours de l'année 2017, plusieurs écoles ont été obligées de fermer y compris dans les régions de Mopti et Ségou plus au centre du Mali. Au total **673** écoles (sur un total de **4 580**) étaient fermées en janvier 2018 dans les régions du Nord et celles de Mopti et Ségou, soit environ 15% des écoles. Près de 44% des écoles avaient fermé en janvier 2018 Dans la région de Kidal, un peu plus de 40% à Ménaka et environ ,23% à Mopti. C'est dans la région de Ségou que peu d'écoles avaient fermé en janvier 2018 (1.4%) suivi de Tombouctou (13%) et Gao (15.0%). Pourtant, il existe bien des élèves qui sont inscrits dans ces écoles. Au total, **49. 786** élèves étaient inscrits dans les écoles qui étaient fermées en janvier 2018. 40 291 de ces élèves se trouvent à Mopti, **7.094** à Tombouctou et **1.313** dans la région de Ségou (B. mondiale, 2018, p.47).

L'analyse comparée de ces résultats avec ceux de notre étude permet de dire que notre étude apporte un détail de plus sur la visibilité en présentant les statistiques sur les taux des effectifs impactés par la crise dans les zones du nord et du centre du Mali pendant cette période ainsi que le nombre et le taux d'enseignants touchés par cette crise au niveau de chaque région et au niveau national. Par exemple **90,75%** d'effectifs privés de scolarisation au fondamental et **75,67%** d'enseignants touchés par cette crise dans la région de Mopti. Cela représente **3,98 %** des écoles,**6,28 %** des effectifs d'élèves et **6,28 %** d'enseignants au niveau national pour cette région A Tombouctou **54,71 %** d'effectifs des élèves et **28,33%** d'enseignants, ce qui représente **1,78 %** des élèves et **1,68 %** des enseignants au niveau national. A Gao **39,43 %** des effectifs d'élèves et **34,74 %** des enseignants, ce qui représente**1, 30 %** des effectifs d'élèves et **1,18 %** des enseignants au niveau national. A Kidal **100%** d'effectifs privés d'éducation et **100%** d'enseignants touchés dans la région de Kidal, ce qui représente **0,18 %** des effectifs d'élèves et **0,21%** des enseignants au niveau national En plus notre étude apporte une précision sur l'ordre d'enseignement auquel appartiennent ces écoles notamment l'enseignement fondamental ce qui n'est pas le cas dans l'étude de la banque mondiale car à voir les nombres d'écoles et les effectifs ,nous estimons que ces chiffres renvoient à l'ensemble des ordres et types d'enseignement au Mali sans que cela ne soit précisé.

L'étude des messieurs Allaye SAGARA et Richard CHARRON sur la gestion de la crise sécuritaire au sein de l'école a développé des stratégies selon les résultats des données qualitatives recueillies. Entre autres face à la crise sécuritaire au sein des écoles il faut adopter les stratégies suivantes :

- La communication avec les partenaires de l'école (services déconcentrés de l'éducation, collectivités, CGS, AME, Syndicat d'enseignants, et d'élèves, ONG etc.) ;
- Le dialogue avec les occupants ;
- La sensibilisation des communautés ;
- L'apprentissage autonome ;
- Le développement des compétences dans l'utilisation des TIC (A. SAGARA et R. CHARRON, 2023, p.16).

Les résultats de cette étude comparés à ceux de nos données qualitatives recueillies pour présenter quelques pistes de solutions afin de pallier les effets de la crise sur les enfants permettent de soutenir qu'il y a une complémentarité. Cependant notre étude apporte un plus dans les stratégies selon le contexte comme l'accélération du processus de l'introduction des langues nationales ou officielles dans le système d'enseignement et l'introduction du système d'enseignement coranique dans le système global d'enseignement au Mali.

CONCLUSION

La crise de 2012 a eu des effets dévastateurs sur le vécu des populations du nord et centre, effets ressentis au niveau de l'éducation. Cette crise qui a annihilé tous les efforts des pouvoirs publics en matière d'éducation, prive des milliers d'enfants en âge scolaire d'éducation pendant presqu'une décennie dans cette partie du territoire national. Les proportions d'enfants privés de scolarisation et de formation dans le centre et l'extrême nord du Mali sont alarmantes. 81.000 élèves dans le centre d'animation pédagogique de Djenné, 32.000 dans celui de Mopti, 27.000 à Douentza et plus de 22.000 à Bandiagara sont privés de cours. Plus de 90 % des effectifs de scolaires sont privés de cours dans la région de Mopti.23.700 dans le centre d'animation pédagogique de Gao et 16.400 dans celui de Tombouctou. Plus de 54% des effectifs de scolaires sont privés de cours dans la région de Tombouctou et à peu près 40 % en sont privés dans la région de Gao.

Elle a transformé le quotidien des communautés en spectacle désolant influençant les opinions ou conceptions de ces populations victimes, vis-à-vis du pouvoir qui les a abandonnées. La situation de ces milliers d'enfants privés de leur droit à l'éducation interpelle le pouvoir public et la communauté internationale à assumer leur devoir de protection des droits humains dont celui de l'éducation acté dans toutes les constitutions et la charte internationale.

Des mécanismes endogènes et exogènes existent pour activer des alternatives permettant d'alléger les effets de ce phénomène sur l'éducation dans ces zones.

Le changement survenu à la suite du coup d'Etat en 2020, augure des perspectives prometteuses sur le plan sécuritaire au bénéfice de tous et de l'école en particulier.

Références bibliographiques

Académie d'enseignement de Gao, 2019, Rapport *de la rentrée scolaire 2018-2019,* Gao, p. 12

Académie d'enseignement de Mopti, 2018, Rapport *de la rentrée scolaire 2018-2019,* Mopti, p. 15

Académie d'enseignement de Tombouctou, 2020, Rapport *de la rentrée scolaire 2019-2020,* Tombouctou, p.13

Aube ,2021 « Situation des écoles dans le centre et le nord ». Article en ligne consulté sur malijet.net le 14 décembre 2022 à 10 h 07 mn, pp.3.

Banque mondial, 2018. *Crise sécuritaire et évolution de la situation des écoles au nord du Mali*, Rapport, Ney York, avril 2018, p.6-47.

DIAWARA Georges, 2009, Politiques *Educatives au Mali. Entre crise scolaire et crise sociale. La gestion des conflits dans l'espace scolaire de 1990 à 2008*, Thèse de science de l'éducation, ISFRA, Bamako, 6 août 2009, p.7

HAIDARA Boubacar, 2017. « Conflits armés aux relents de guerre civile dans le centre du Mali ». Article en ligne consulté le 04 mars 2018 à 9 heures 13 minutes.http://lamenparle.hypothéses.org pp.1.

Ministère de l'éducation nationale/ Cellule de planification et des statistiques, 2017-2018, *Annuaire national des statistiques du fondamental*, Bamako, p.10-90

PRM. « Loi N°96- 059 du 04 novembre 1996/ portant création de communes », Annexe n° 5- 6-7.

SAGARA Allaye et CHARRON Richard, 2023 « Gestion de crises par les dirigeants des systèmes éducatifs au niveau local au Mali ». *Graphies francophones*, Numéro spécial, Montréal, 2023. ISSN : 2789-1674, p.16-.34

SANGARI Moussa*, 2017. «* Sahel aux origines de la crise sécuritaire*. »* Article en ligne consulté le 24 septembre 2017 à 9 heures 07 mn. Http//www. Alternativeniger.net pp.2.